



# FAIRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR FRANÇAIS UN FACTEUR DE COMPETITIVITE

Note X-Sursaut n° 1, Mars 2014

## NOS PROPOSITIONS POUR LE SYSTEME D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR FRANÇAIS

1. **DIVERSIFIER LES SOURCES DE FINANCEMENT POUR ALLEGER LE POIDS POUR LES FINANCES PUBLIQUES**
2. **CHERCHER LA RENOMMEE – ET NON LA VISIBILITE – INTERNATIONALE**
3. **FAIRE CONFIANCE A L'ESPRIT D'ENTREPRISE DES CHERCHEURS, DES ENSEIGNANTS ET DES ELEVES**
4. **REFORMER LA GOUVERNANCE DES UNIVERSITES TOUT EN LEUR DONNANT UNE AUTONOMIE FINANCIERE ACCRUE**
5. **ADOPTER UNE PEDAGOGIE INNOVANTE, PASSANT DU « FAIRE APPRENDRE » AU « APPRENDRE EN FAISANT »**
6. **INTEGRER L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR DANS LA STRATEGIE DE CROISSANCE ET DE COMPETITIVITE DE LA FRANCE**

### LE SYSTEME D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR FRANÇAIS N'EST PLUS ADAPTE AUX BESOINS DU PAYS ET DES ETUDIANTS

1. En trente ans, depuis 1981, **les effectifs de l'enseignement supérieur ont doublé.**
2. Cette hausse et cette diversification des profils ont été en grande partie absorbées par les Universités. Les moyens consacrés à l'enseignement supérieur ont bien été multipliés par 2,6, c'est-à-dire que la dépense moyenne par étudiant a augmenté de + 60 %.
3. En 2011, les dépenses pour l'enseignement supérieur ont représenté **28 milliards d'euros en France, soit 1,5 % du PIB**, ce qui place la France proche de la moyenne de l'OCDE (1,6 %). Le système français est caractérisé par une écrasante prépondérance des financements publics (84 %, dont 71 % de l'Etat). La France se rapproche en cela de la Suède et de l'Allemagne (voir tableau n° 1).
4. Pourtant, si, macroscopiquement, l'enseignement supérieur français est dans la moyenne de l'OCDE, son efficacité n'est pas optimale. Le taux d'échec des étudiants en première année est de 60% et de 20% en deuxième année. Un jeune sur cinq quitte l'enseignement sup. sans diplôme.

→ **Quel business model pour l'enseignement supérieur français ?**



## FAIRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR FRANÇAIS UN FACTEUR DE COMPETITIVITE

Note X-Sursaut n° 1, Mars 2014

5. Une augmentation des financements publics n'est pas une solution, d'une part car le budget national est très contraint, d'autre part car une hausse du budget ne contribue pas forcément à améliorer l'efficacité du système.
6. Ce sont les **déséquilibres internes** qui posent problème :
  - **Entre universités et grandes écoles**, même si le paysage évolue (IDEX, convergence des moyens par étudiants, professionnalisation des formations universitaires type master pro ou autres, convergence des dépenses moyennes par étudiant).
  - **Entre filières techniques et scientifiques et littéraires et SHS** dont les débouchés sont très différents (fonctions, salaires, épanouissement personnel, responsabilités).
  - **Entre étudiants venant de familles très aisées ou très modestes, et moyennes** : les bourses d'un côté et les aides fiscales (quotient familial) favorisent les extrêmes sociologiques (le coût des études pèse en grande partie sur les familles). C'est la « courbe en U ».
7. Le changement du modèle de financement de l'enseignement supérieur doit être pensé comme un **levier de transformation, et non comme un but en soi**.

Tableau n° 1

	France	Allemagne	Corée du Sud	États-Unis	Italie	Japon	Royaume-Uni	Suède
Dépenses publiques annuelles 2008 en % PIB	1,40%	1,20%	2,60%	2,70%	1,00%	1,50%	1,20%	1,60%
Financement public/PIB en %	1,20%	1,00%	1,95%	1,00%	0,80%	1,00%	0,60%	1,40%
Financement privé/PIB en %	0,20%	0,20%	0,65%	1,70%	0,20%	0,50%	0,60%	0,20%
Dépenses annuelles par étudiant en € (estimation 2010)	11 430,00 €	12 494,33 €	7 372,39 €	24 282,36 €	7 75,58 €	12 088,41 €	12 429,38 €	16 248,31 €

Source : Alain Fedon et François Chavaudret in Chapitre 10 des Douze travaux d'Hercule du Nouveau Président, éditions de l'Harmattan, citant des chiffres de l'OCDE.

### PROBLEMATIQUES

#### Sur l'organisation de l'enseignement supérieur

- **Gouvernance** : autonomie des universités (mise en concurrence) ou service public d'enseignement (égalité) ?
- **Dualité** : distinction universités / grandes écoles, complémentarité ou fusion ?
- **Formation** : privilégier les formations courtes / professionnalisantes (grandes écoles) ou longues (doctorat) ?

→ **Sélection** : Sélectionner les étudiants dès le début en fonction de leurs capacités et des débouchés prévisibles ou mieux encadrer et accompagner tous les étudiants, en considérant que l'échec fait partie du processus d'apprentissage ?

→ **Recrutement des enseignants** : quel processus de recrutement et quelle carrière pour les enseignants-chercheurs ? Doit-on favoriser la mobilité entre établissements et entre l'enseignement supérieur et le reste de l'économie (administration, privé, ...) ?



# FAIRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR FRANÇAIS UN FACTEUR DE COMPETITIVITE

Note X-Sursaut n° 1, Mars 2014

→ **Statut d'enseignant-chercheur** : les étudiants manquent d'encadrement, les enseignants sont valorisés quand ils font de la recherche, cette recherche est engluée dans une lourdeur administrative. Quelle réforme du statut d'enseignant-chercheur ?

→ **Gouvernance des universités** : le président est élu par les personnels de l'université, il est toujours soumis pour sa réélection au bon vouloir des présidents d'UFR, comme un Maire qui serait élu par les personnels de la mairie. Quelle gouvernance pour sortir des luttes de pouvoir entre professeurs, imposer de véritables réformes et pouvoir gérer l'autonomie ?

## Sur les modalités de financement

→ **Financement par les étudiants** : Augmenter les frais d'inscription / emprunt et favoriser les « petits boulots », pour responsabiliser les étudiants, ou rendre gratuites les études et recourir aux MOOC pour garantir l'accès universel au savoir ?

→ **Financement par les fondations** : les fondations (ex Polytechnique), ou les changements de statuts (ex HEC) vont-elles prendre une place significative dans le futur ?

→ **Utilisation des crédits** : faut-il faire porter l'effort budgétaire sur le financement des dépenses de personnel, comme aujourd'hui, ou sur la qualité de vie et de travail des étudiants (bibliothèques, logements, restaurants, espaces de travail,...) ?

→ **Autonomie financière** : laisser la possibilité de financement ad-hoc pour renforcer l'attractivité pour les meilleurs enseignants-chercheurs ?

## Sur le lien entre enseignement supérieur et économie

→ **Lien recherche / enseignement** : recherche comme antichambre de l'innovation ou zone de bouillonnement protégée des aléas économiques ?

→ **Réformes récentes** (loi sur l'autonomie de 2008, investissements d'avenir,...) : succès ou brouillage institutionnel ?

→ **Qualité de l'enseignement** : favoriser la professionnalisation, par des stages, des travaux en équipe et des cours de langues ; ou préparer au métier de chercheur ?

## NOS PROPOSITIONS

### PROPOSITION N°1

#### DIVERSIFIER LES SOURCES DE FINANCEMENT POUR ALLEGER LE POIDS POUR LES FINANCES PUBLIQUES

Partant du constat que les ressources publiques tendront à diminuer à l'avenir, il est important de diversifier les sources : fondations d'anciens élèves, partenariats avec le privé, formation continue,...

Malgré une fiscalité avantageuse, la culture de la **donation** reste balbutiante en France, contrairement aux Etats-Unis. De la persévérance et de la méthode sont nécessaires pour y parvenir. Et de la **professionnalisation**. Parler des *success stories* incite les donateurs à passer à l'acte. Les **partenariats avec les entreprises**, outre l'aspect financier, sont nécessaires pour structurer le rôle de formation de l'enseignement supérieur.



## FAIRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR FRANÇAIS UN FACTEUR DE COMPETITIVITE

Note X-Sursaut n° 1, Mars 2014

Autre source de financement : les formations elles-mêmes. Tout se joue sur les *graduate students*, le niveau master. Selon une approche utilitariste, il faut écarter la tentation du prestige (les titres ronflants masquant l'absence de débouchés) pour garantir la qualité. Dès lors se pose la question du « **prix de marché** » d'un master. Et c'est alors l'enseignement supérieur qui entre dans une logique économique et se doit de définir son *business model*.

### PROPOSITION N° 2

#### CHERCHER LA RENOMMEE – ET NON LA VISIBILITE – INTERNATIONALE

Le classement de Shanghai a été un électrochoc, il a révélé aux Français que les écoles dont ils étaient si fiers n'apparaissaient que parmi les universités de seconde zone. Pour l'Ecole polytechnique, la concurrence est le MIT, Caltech, le Technion, la TUM ou Lausanne.

Tout ne résume pas à un classement et l'obsession de la visibilité a conduit à créer des monstres administratifs issus de la fusion des Universités. La **taille ne fait pas la qualité**, loin de là. La loi sur l'autonomie de 2008, partie d'une bonne intention, mais trop *top-down*, a créé un mikado institutionnel géant et nébuleux, fait d>IDEX, de LABEX et IRT.

La concurrence internationale pousse les écoles et universités à s'aligner sur les standards internationaux, pour attirer les meilleurs étudiants et chercheurs. C'est l'objectif de Paris Tech, et Paris Saclay : créer un pôle de recherche et d'enseignement multidisciplinaire de niveau mondial.

Ces **adaptations doivent être intelligentes**, pour conserver **excellence et spécificité** sans y perdre son âme.

### PROPOSITION N° 3

#### FAIRE CONFIANCE A L'ESPRIT D'ENTREPRISE DES CHERCHEURS, DES ENSEIGNANTS ET DES ELEVES

Pour être un moteur d'innovation, l'enseignement supérieur doit apprendre à travailler en synergie avec le reste de l'économie, en particulier les **entreprises**.

L'Ecole polytechnique développe activement les **formations à l'entrepreneuriat**. Les élèves, partant d'un projet académique et finissant par lancer leur start-up, sont de plus en plus nombreux.

Cela suppose également de **lever les lourdeurs et aberrations administratives** qui infantilisent les chercheurs par trop de contrôles tatillonnés pour leur laisser davantage de liberté. Les enseignants ne sont vraiment valorisés que lorsqu'ils font de la recherche, or les étudiants manquent d'encadrement : la **réforme du statut d'enseignant-chercheur** libèrerait du temps pour l'accompagnement des étudiants.

La **tenure track** par laquelle l'efficacité des enseignants-chercheurs est testée avant de les titulariser et la **suppression de la limite d'âge**, qui pousse vers la sortie des chercheurs et enseignants de premier plan, dynamiserait le statut d'enseignants-chercheurs.

### PROPOSITION N° 4

#### REFORMER LA GOUVERNANCE DES UNIVERSITES TOUT EN LEUR DONNANT UNE AUTONOMIE FINANCIERE ACCRUE

Cette transformation en profondeur ne peut s'opérer seule. Il faut des **personnalités d'envergure** : ainsi, la *Toulouse School of Economics*, exemple de création réussie d'une école de niveau international au sein d'une Université, est d'abord l'œuvre de Jean-Jacques Laffont et Jean Tirole.



## FAIRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR FRANÇAIS UN FACTEUR DE COMPETITIVITE

Note X-Sursaut n° 1, Mars 2014

Pour cela, il faut également des moyens. Les présidents d'universités, englués dans la complexité de leur gouvernance et sans ressources financières propres, sont bien incapables de gérer les réformes qui leur ont conférés davantage d'autonomie.

Devant le refus de voir de l'argent privé financer l'enseignement ou la recherche, les universités se condamnent à rester sous tutelle financière et administrative publique. Il y a un **blocage idéologique** qui se traduit par une **impuissance politique**, bien que les Universités accueillent 60% des effectifs de l'enseignement supérieur.

### PROPOSITION N° 5

#### PASSER DU « FAIRE APPRENDRE » AU « APPRENDRE EN FAISANT »

Alors que l'enseignement traditionnel accordait une part très importante à la transmission du savoir, la banalisation de l'accès au savoir bouleverse la donne. L'important n'est plus tant de savoir que de **savoir utiliser le savoir disponible**.

En mettant à disposition des étudiants le savoir, par les cours à distance par exemple, les écoles et universités peuvent mettre l'accent sur **l'apprentissage par l'expérience** : stages, projets, entrepreneuriat intégré dans le cursus, articulation théorie / pratique (design).

La **formation professionnelle**, longtemps cantonnée loin de la formation initiale, en devient parfaitement complémentaire. Par ailleurs, celle-ci est une source de revenu supplémentaire non négligeable.

### PROPOSITION N° 6

#### INTEGRER L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR DANS LA STRATEGIE DE CROISSANCE ET DE COMPETITIVITE DE LA FRANCE

La croissance économique repose en partie sur la part des diplômés du supérieur dans l'ensemble de travailleurs. L'efficacité de l'enseignement supérieur est un facteur clé pour les pays à la **frontière technologiques** (les pays industrialisés) comme la France, alors que l'enseignement secondaire l'est davantage pour les pays en rattrapage (les pays en développement).

La mise en œuvre des mesures récentes pour augmenter la compétitivité, comme le CICE et le Pacte de responsabilité, doivent mieux prendre en compte l'enseignement supérieur.

### METHODE et SOURCES

Cette note de l'association X-Sursaut est issu d'un travail mené par de jeunes experts et d'un colloque organisé le 3 février 2014.

Un résumé a été publié dans la Jaune et la Rouge, numéro d'avril 2014.

Sources : Philippe Aghion, Gilbert Cette, Élie Cohen et Mathilde Lemoine (2011), *Crise et croissance, une stratégie pour la France*, rapport du Conseil d'Analyse Economique, 2011.

« *Quitter l'université sans diplôme, quatre figures du décrochage étudiant* », Céreq n°265, juin 2009/

« *L'état de l'enseignement supérieur et de la recherche en France en 2013* », Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, février 2013.

Le Rhun Béatrice, Daniel Martinelli, Claude Minni (2011), *Face à la crise, le diplôme reste un rempart efficace contre le chômage*, INSEE.

Gillot Dominique, Ambroise Dupont (2013), *L'autonomie des universités depuis la loi LRU : le big bang à l'heure du bilan*, rapport d'information du Sénat, mars 2013.

« *Pour une contribution plus juste au financement de l'enseignement supérieur* », Institut Montaigne, octobre 2008.

#### X-Sursaut

Le groupe X-SURSAUT a été créé en juillet 2005 par 60 polytechniciens. Il est actuellement présidé par Laurent Daniel et regroupe plus de 400 membres.

Il s'est donné comme objectif de participer au débat public pour contribuer à éclairer les choix économiques et budgétaires à venir, pour les Français et leur représentation nationale.

Sa méthode associe l'expérience des acteurs et les idées des économistes académiques.

Contact : [contact@x-sursaut.polytechnique.org](mailto:contact@x-sursaut.polytechnique.org)  
Web : <https://x-sursaut.polytechnique.org/>